le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 01 novembre 2019 N° 460 PRIX : 0,60 Euro

Côte d'Ivoire

Au-delà de l'incurie de l'État en matière de lutte contre les inondations, c'est tout le système capitaliste qui est en cause

Sommaire au verso

Éditorial

sommaire

Éditorial

Côte d'Ivoire
Au-delà de l'incurie de l'État en matière de lutte contre les inondations, c'est tout le système capitaliste qui est en cause

Pages 3 à 6
Côte d'Ivoire
Les pluies diluviennes : une situation tragique pour les pauvres

Page 7
Mali : Des mécontentements parmi les soldats et rumeur de coup d'État

Page 8
Sénégal
la décrispation à la sauce Macky Sall

Page 8
Tchad
le gouvernement refuse d'indemniser les victimes du régime de Habré

Page 9
Madagascar
Une mobilisation populaire contre les expropriations

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:
www.uatci.org

Côte d'Ivoire

Grand Bassam, Alépé, Dimbokro, Ayamé, la liste ne cesse de s'allonger au fil des journées pluvieuses. Des villages et des quartiers entiers sont inondés. Si jusqu'à présent on dénombre peu de victimes, les dégâts matériels sont considérables. Des milliers de personnes sont déplacées en attendant la baisse des eaux.

Dans ces inondations qui, chaque année se répètent avec plus ou moins de gravité, ce n'est pas la nature qui est en cause mais l'incurie de l'État. Dans le cas de Grand Bassam, on sait depuis des dizaines d'années, qu'avec l'ensablement de l'embouchure de la Comoé, une partie de la ville finirait tôt ou tard sous les eaux en cas de forte pluviométrie. Pour parer à cela, il aurait fallu désensabler la jonction du fleuve et de la lagune afin de permettre aux eaux de crues de se jeter dans la mer. Il aurait fallu aussi construire des digues pour contenir les débordements du fleuve. Cela demande des travaux d'envergure et des investissements que les gouvernements successifs n'ont pas trouvé nécessaire jusqu'à présent. Le gouvernement actuel a préféré plutôt dépenser des milliards dans des travaux de prestige comme ceux de la transformation de la baie de Cocody en une marina.

Si Grand Bassam, pourtant classé au patrimoine mondial par l'Unesco et haut lieu de tourisme de la région abidjanaise, en est là, on imagine aisément ce qu'il en est des localités de moindre envergure. Les populations sont abandonnées à leur sort ; l'intervention de l'État se limite à des messages d'avertissement les invitant à libérer les endroits à risque. Mais pour aller où ? Là, les autorités restent muettes. C'est quand le drame survient que les dirigeants, tels des charognards, apparaissent sur les lieux du sinistre avec leur cortège de journalistes, plus pour se faire de la publicité que pour agir vraiment.

Dans ce monde capitaliste, la vie et la sécurité des petites gens ne comptent pas. Seul compte l'enrichissement de la petite minorité de parasites et d'exploiteurs dont font partie les hauts dignitaires de l'État et des régions. Quand il s'agit d'investissement pour permettre à de riches capitalistes de piller des ressources, l'État ne compte pas les dépenses. Là on parle même « *d'intérêt national* ». Mais pour l'épanouissement et le mieux-être des populations, surtout pauvres et laborieuses, l'État ne se résout à agir que s'il y est contraint par la mobilisation populaire, c'est-à-dire des dizaines, des centaines de milliers de personnes exprimant leur colère dans la rue et prêtes à en découdre avec les forces de l'ordre et les menaces de toutes sortes.

Côte d'Ivoire

PLUIES DILUVENNES : UNE SITUATION TRAGIQUE POUR LES PAUVRES

Les fortes pluies qui se sont abattues sur la ville d'Abidjan et ses environs ont occasionné des dégâts matériels et des pertes en vies humaines. À Yopougon dans le quartier de Gesco, une partie du mur de Manutention Africaine s'est effondrée sur trois personnes pendant qu'il pleuvait. Il y a eu un mort et plusieurs blessés graves. À Audouin-Santé, zone de la Baie des Milliardaires, la foudre a tué toute une famille. À Abobo, dans le quartier de Bocabo, une maison s'est écroulée sur une jeune fille et son bébé. La ville de Grand-Bassam a été inondée. L'étendue des dégâts ainsi que l'aggravation des conséquences dramatiques sur les habitants sont encore à craindre.

Malgré les prévisions de la météo, les autorités n'ont pris aucune mesure sécuritaire pour éviter ces drames à la population. Elles se contentent de gestes symboliques devant les caméras, histoire de faire croire aux habitants qu'elles font quelque chose. C'est ainsi qu'on a vu le vice-président parader à Grand-Bassam. C'est écœurant !

DANS LEUR COURSE POUR LE POUVOIR, LES POLITICIENS EN COMPTÉTITION N'HÉSITERONT PAS À DIVISER LES TRAVAILLEURS

Nous assistons depuis quelques mois à des regroupements de partis politiques ou de personnalités autour de deux pôles : celui du RHDP de Ouattara et celui du PDCI de Bédié. Les bisbilles et les micmacs entre prédateurs ne font que commencer même si les noms des candidats ne sont pas encore officialisés à un an de l'élection présidentielle.

Deux récents rassemblements, l'un à Treichville et l'autre à Yamoussoukro, illustrent un peu la volonté feinte ou réelle de Bédié, qui aura 86 ans en 2020, d'en découdre avec son « *ennemi intime* » Ouattara.

Entre 6 000 et 7 000 personnes ont participé, le 14 septembre dernier au parc des sports de Treichville, à un meeting conjoint du PDCI et du FPI-tendance Gbagbo. Des militants de ces deux partis portaient des teeshirts sur lesquels on pouvait lire des slogans du genre « *PDCI & FPI. Pour la Côte d'Ivoire, nous sommes tous ensemble…* ». Le petit parti de Soro Guillaume était aussi représenté à la tribune.

La libération de Gbagbo et de Blé Goudé a été scandée par tous. Le crédo de la « *réconciliation nationale* » a aussi été largement entonné comme si « *l'opposition* » regroupée autour du PDCI voulait déposséder Ouattara de son slogan choc.

Le rassemblement suivant, le 19 octobre à Yamoussoukro, sur la grande place Jean Paul II, a été encore plus grand puisqu'il y aurait eu entre 30 000 et 50 000 participants selon les chiffres avancés par la presse.

Bédié y a fait un discours dénonçant « *la dictature rampante* » de Ouattara et a réclamé « *la libération de tous les prisonniers politiques, civils et militaires, le retour de tous les exilés civils et politiques y compris Laurent Gbagbo et Blé Goudé.* ». Il a qualifié le RHDP de « *nain hypophysaire* » qui n'arriverait pas « *à la ceinture du PDCI* ». Les routes construites par Ouattara ont été qualifiées de « *routes biodégradables* ». Cela a fait rire la foule mais pas le porte-parole du Rhdp qui a qualifié le discours de Bédié de « *pas sérieux* » et « *pas responsable* » pour un ancien président. Il a annoncé que son parti va organiser prochainement un grand rassemblement en guise de riposte.

Pour le moment ce ne sont que des escarmouches verbales à fleurets mouche-

tés. Chacun mesure ses propos, y compris les seconds couteaux, des fois que les alliances se modifient en cours de route.

Mais, plus la campagne va s'intensifier, plus on assistera à des discours musclés destinés à galvaniser les militants et les électeurs. Ces gens-là ont beau être du même monde, ils ne vont pas se faire des cadeaux. Ce qui les anime c'est l'ambition de parvenir au pouvoir ou de s'y accrocher. Et ce qu'ils cherchent à travers le pouvoir c'est la main mise sur les caisses de l'Etat, les privilèges de toutes sortent qu'ils peuvent en tirer pour eux et pour leurs proches, ce sont les possibilités de grappiller des bakchichs juteux dans l'attribution des contrats avec les grandes compagnies, etc. La bataille va donc être rude car ce sont des milliards qui sont en jeu. Et quand dans un petit marigot il y a plusieurs crocodiles, il faut s'attendre à des coups de dents !

Ces gens assoiffés d'argent et de pouvoir sont capables d'utiliser les pires démagogies pour parvenir à leurs fins. Ils l'ont fait dans le passé et ils peuvent récidiver.

S'ils parviennent à nous diviser, nous deviendrions encore plus affaiblis devant les capitalistes qui nous exploitent dans les usines, les chantiers, les ateliers ou les bureaux. Ils pourront nous imposer encore plus facilement les bas salaires, les cadences infernales et les mauvaises conditions de travail.

Il en ira de même dans nos quartiers d'habitation. Nous avons besoin de la solidarité et de la cohésion entre tous les travailleurs pour vivre ensemble et pour améliorer nos conditions d'existence face aux autorités gouvernementales et municipales qui ne se préoccupent pas de notre santé et de notre sécurité.

C'est ensemble, quelle que soit leur nationalité, leur région ou leur ethnie que les travailleurs défendront mieux leurs intérêts face aux exploiteurs.

Côte d'Ivoire

LES PROPOS XÉNOPHOBES VONT DE NOUVEAU FLEURIR DANS LA BOUCHE DES POLITICIENS

Le Cavally est une région agricole où les conflits liés à la terre sont récurrents. Il y a déjà eu des milliers de morts et beaucoup de souffrances depuis les années 2000. Cela n'a pourtant pas empêché un certain Gon Koulibaly, candidat à la candidature, de remuer le couteau dans la plaie lors d'une récente tournée dans cette région où il a tenu des propos xénophobes, à peine voilés. Il a en effet déclaré : « *Tous ceux qui veulent nous diviser, qui jouent contre les ivoiriens, etc.*». De qui parle-t-il, sinon des Burkinabé, nombreux dans cette région, au même titre que les Baoulé et les Dioula venus s'installer là car la terre y est bonne ?

Avec ce genre de propos insidieux, il encourage les actes xénophobes au sein des populations. Les politiciens concurrents n'attendent que ça pour s'engouffrer dans la brèche et faire de la surenchère sur ce terrain nauséabond et dangereux.

Plus on s'approchera de la date des élections, plus on aura droit à ce genre de propos. Ces gens-là, au pouvoir ou dans la soi-disant opposition, sont capables de tout pour se maintenir ou se hisser au pouvoir.

Les travailleurs sont donc avertis. Ils doivent se méfier comme de la peste de ces politiciens qui ne pensent qu'à leur carrière et à leur enrichissement personnels quitte à enjamber des cadavres !

Côte d'Ivoire

DEUX MILLIONS D'ENFANTS MEURENT CHAQUE ANNÉE À CAUSE DE MALADIES LIÉES À LA QUALITÉ DE L'EAU

Lors du lancement de la 4ème édition de la « semaine nationale de l'eau en Côte d'Ivoire » (SNE-CI), la représentante de l'Unicef a dévoilé que 30 enfants mouraient par jour en Côte d'Ivoire de diarrhée et autres maladies liées à la qualité de l'eau. Et qu'à travers le monde, ce sont 2 millions d'enfants qui meurent ainsi.

Eau potable, une denrée rare dans les quartiers pauvres

L'eau est une des denrées les plus abondantes sur notre planète et aussi une des plus indispensables à toute vie. Avec le capitalisme on en a fait une marchandise. Ainsi dans de plus en plus de pays, le secteur privé s'est emparé de la distribution de l'eau.

Comme pour le pétrole, on pourrait faire forer plus profondément des puits ou désaliniser de l'eau de mer et la faire acheminer sur des centaines, voire des milliers de km pour répondre aux besoins des populations. Il ne s'agit pas là d'une difficulté technique insurmontable mais uniquement d'un choix politique. Un État soucieux du bien-être de la population pourrait décider de mettre tous les moyens nécessaires pour y parvenir. Mais nos dirigeants, au lieu de faire ce choix, ont préféré donner la gestion de l'eau potable à des rapaces capitalistes dont le seul but est de faire du profit maximum sur le dos des consommateurs.

Pour l'eau comme pour toutes marchandises, ceux qui ne peuvent pas en payer le prix sont exclus de leur usage. Même si cela signifie condamner à mort chaque année des millions d'enfants.

FERMETURE SANS ALTERNATIVE EFFICACE DU CHU DE YOPOUGON

Fermeture du Centre : Le personnel et les malades des laissés-pour compte

Le 17 octobre, le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique a annoncé officiellement la fermeture du Chu de Yopougon à compter du 1er novembre pour une durée de trois ans afin d'y effectuer des travaux de réhabilitation.

Au plus tard le 1er novembre, tous les services seront donc fermés à l'exception de ceux de la néonatologie et de la néphrologie pédiatrique qui resteront en place jusqu'à l'achèvement des travaux.

Les décideurs n'ont rien à craindre, ils iront se faire soigner comme d'habitude dans les grandes cliniques ou à l'extérieur de la Côte d'Ivoire. Par contre, pour les fa-

Côte d'Ivoire

milles à faibles revenus qui n'ont aucune assurance maladies, cette fermeture n'est pas une bonne nouvelle. Quant aux petits salariés de cet hôpital, tels que les balayeurs, les brancardiers, les filles de salle, qui travaillent le plus souvent en tant que journaliers, ce n'est pas sûr qu'ils pourront garder leur emploi.

Il y avait déjà un déficit de centres de santé. Avec la fermeture de cet important centre hospitalier, la situation va s'empirer. Pour des cas d'urgence tels que les accidents de travails, de circulation ou de maladie, les pompiers et ambulanciers faisaient déjà très souvent le tour des centres de santé publics sans trouver de places pour prendre en charge les malades et les accidentés. Ainsi des vies humaines supplémentaires qui pourraient être sauvées par une intervention rapide vont s'ajouter à celles qui se perdent déjà nuit et jour.

Décider de fermer un centre santé qui dispose de 450 lits et de 22 services dont certains sont uniques dans ce pays voire dans la sous-région, sans qu'il y ait eu au préalable une véritable solution de remplacement, c'est vraiment criminel pour les populations à faibles revenus.

Mali

MANIFESTATIONS CONTRE LA MINUSMA ET BARKHANE

Le 9 octobre dernier, deux camps militaires (Mondoro et Boulkessy) situés près de la frontière avec le Burkina Faso, ont été les cibles d'une attaque armée des djihadistes. Il y aurait eu au moins 30 morts et une «soixantaine de disparus ».

Selon certains médias locaux, une vingtaine de véhicules, dont certains équipés de mitrailleuses, ont été emportés par les djihadistes. Deux hélicoptères et une dizaine de véhicules auraient été incendiés et le camp de Boulkessy détruit. C'est, parait-il, l'attaque la plus meurtrière depuis 2017.

Le gouvernement malien affirme que les soldats maliens ont livré bataille et tué 15 djihadistes. Mais selon une source non gouvernementale, les militaires maliens se seraient « repliés dès le début de l'attaque » en abandonnant la caserne.

Lorsque les nouvelles ont circulé dans le pays et que les familles des victimes ont appris qu'elles ont perdu leurs fils, des manifestations de colère ont éclaté dans plusieurs localités. À Sévaré, plus d'un millier de personnes sont sorties dans la rue pour demander le départ des troupes étrangères. Elles reprochent à la Minusma (Mission des Nation Unies pour le Mali) et aux troupes françaises de Barkhane de ne pas les protéger contre les attaquants.

Au cours de cette manifestation, un magasin de la Minusma a été vandalisé. Voyant que la colère ne s'apaisait pas et qu'elle était aussi dirigée contre le gouvernement, celui-ci a décrété le couvre-feu.

Le président malien a tenté de rassurer la population en expliquant que les troupes de la Minusma et de Barkhane sont au Mali à la demande de l'État malien pour assurer la sécurité de la population. Mais les gens ont des yeux pour faire la différence entre ce qu'on leur dit et ce qu'ils observent sur le terrain. La réalité c'est que les troupes françaises sont là avant tout pour défendre les intérêts géostratégiques de l'impérialisme français.

Mali

MÉCONTENTEMENT PARMI LES SOLDATS ET RUMEUR DE COUP D'ÉTAT

Boulkessi : une attaque des djihadistes contre l'armée malienne

Suite aux récentes attaques djihadistes à Mondoro et à Boulkessi qui ont fait de nombreuses victimes parmi les soldats maliens, de nombreux parents et enfants se sont rassemblés devant les casernes de Djicoroni-Para et de Kati (le premier est situé dans le quartier Ouest de Bamako tandis que le second se trouve dans sa banlieue proche) pour exprimer leur mécontentement devant la hiérarchie militaire.

Cette protestation a fait tache d'huile jusque dans les rangs des soldats du rang dont certains auraient refusé d'aller au front. Du coup une rumeur d'un coup d'État imminent provenant des casernes s'était répandue dans tout le pays.

Au point que le président malien lui-même a cru bon d'intervenir à la radio et à la télévision pour expliquer qu'il s'agissait d'une simple « élucubration ». Il s'est voulu rassurant en déclarant que : « Nous sommes en guerre. Ça veut dire que ce qui s'est passé à Boulkessi pourrait malheureusement survenir encore ». Et quand il a voulu préciser que ce camp était « l'un de nos points les mieux protégés », beaucoup de soldats du rang se sont peut-être demandé si ça vaut vraiment le coup d'aller se faire tuer dans les camps militaires encore moins bien protégés que celui-ci !

OPÉRATION DIVERSION !

Afin de redorer son image auprès d'une partie de plus en plus importante de la population malienne qui le considère comme celui qui confond allègrement les caisses de l'État avec sa propriété, le président Malien a lancé l' « opération mains propres ». C'est parait-il pour lutter contre la corruption. Il a fait arrêter avec fracas quelques personnalités, dont le dernier en date n'est autre que le maire de Bamako, inculpé de corruption et de détournement de biens publics.

Mais la ficelle est trop grosse. Il s'agit plus de règlement de compte politique que d'une véritable volonté de mettre fin à la corruption et aux détournements de fonds publics dont le président et son clan en sont des experts.

On se souvient que dans le pays voisin, le Sénégal, le président Macky Sall a fait de même avec le maire de Dakar qui était devenu un concurrent sérieux dans la course à la présidence.

Du coup, l'opération du président fait plutôt sourire … sauf à quelques brebis galeuses qui ont été sacrifiées pour que le cinéma soit tout de même un peu crédible.

Sénégal

LA DÉCRISPATION À LA SAUCE MACKY SALL

L'ancien maire de Dakar, Khalifa Sall, a été libéré le 29 septembre dernier après avoir passé 936 jours derrière les barreaux. Il a été condamné à cinq ans de prison en 2017 pour « escroquerie sur les deniers publics » alors qu'il exerçait son mandat de maire de la capitale.

Ce n'est un secret pour personne, la principale raison de son incarcération est surtout le fait qu'il était devenu, après Karim Wade (lui aussi condamné puis gracié et renvoyé en exil forcé au Qatar), le principal obstacle éventuel à la réélection de Macky Sall en février 2019. Macky Sall avait réussi à faire vide autour de lui pour avoir les coudées franches. Une fois réélu, il peut jouer à celui qui veut calmer le jeu et vouloir la réconciliation avec ses anciens amis.

Alors, s'il a gracié l'ancien maire de Dakar pour ce qui concerne la peine d'emprisonnement, il a maintenu la peine d'inéligibilité ainsi que l'amende de près de 2,8 millions d'euros de dommages et intérêts à devoir à l'État. Ce qui veut dire qu'il a encore des cartouches de réserve en cas de besoin à l'encontre de cet homme.

Bon prince, le président sénégalais a aussi donné des signes en faveur du retour de Karim Wade au Sénégal. Tout récemment, il a reçu l'ex-président sénégalais Abdoulaye Wade avec lequel il s'était brouillé depuis 2012.

Macky Sall parle d'autant plus de «décrispation » de la vie politique sénégalaise qu'il est lui-même empêtré dans de nombreuses affaires sulfureuses d'enrichissements illicites et de favoritisme en faveur de son frère qui est lui-même trempé dans de nombreuses affaires liées à l'extraction du gaz et du pétrole, de même que dans des histoires de contrats douteux dans le domaine de la pêche et autres.

Son idée, c'est peut-être de dire à ses adversaires : « On efface tout et on recommence à zéro. Mais faites attention, je peux encore frapper». On se croirait dans le petit monde de mafiosi. On n'en est pas loin.

Tchad

LE GOUVERNEMENT REFUSE D'INDEMNISER LES VICTIMES DU RÉGIME DE HABRE

Dans un communiqué publié le 23 octobre dernier à Nairobi au Kenya, quatre organisations de défense des droits humains ont dénoncé le fait que le gouvernement tchadien n'a toujours pas exécuté la décision de justice de 2015, ordonnant réparation à plus de 7.000 victimes de crimes graves commis durant le régime de l'ancien dictateur tchadien Hissène Habré. Elles invitent les autorités à appliquer rapidement cette décision.

En effet, il y a quatre ans, en mars 2015, la Cour d'appel de Ndjaména a condamné 20 agents du régime de Habré pour assassinats, tortures, séquestrations, détentions arbitraires, etc. Cette Cour a également accordé aux 7.000 victimes la somme de 75 milliards de francs CFA (environ 140 millions de dollars) à titre de dommages et intérêts, ordonnant au gouvernement de payer la moitié, et aux 20 agents condamnés, l'autre moitié.

Crimes de Habré : victimes et parents de victimes manifestent en montrant des pancartes des disparus

Un an plus tard, Habré lui-même a été reconnu coupable (en 2016) de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et de torture, et notamment de viols et de violences sexuelles, par un tribunal spécial au Sénégal et condamné à la prison à perpétuité. Une chambre d'appel a confirmé cette condamnation en 2017, et a accordé la somme de 82 milliards de francs CFA (environ 153 millions de dollars) aux 7 396 victimes désignées. Elle a également donné mandat à un Fonds de l'Union africaine pour collecter les avoirs de Habré, et en sollicitant d'autres contributions.

Mais à ce jour, à Ndjaména comme aux instances de l'Union africaine, les victimes et les parents des victimes n'ont reçu aucun centime de réparations.

Les victimes n'ont pas baissé les bras. Ils ont à nouveau manifesté cette semaine à N'Djamena (notamment le 14 octobre, en bloquant la circulation dans une avenue) pour maintenir la pression et réclamer le paiement des dommages et intérêts qui leurs ont été accordés par la justice.

Rappelons que le régime dictatorial de Habré (1982-1990) a été marqué par des atrocités massives et généralisées. Les documents de la DDS (la police politique de l'ancien dictateur Habré) retrouvés par Human Rights Watch en 2001 ont révélé que 1.208 personnes ont été sommairement exécutées ou décédées en détention, et 12.321 autres ont subi des violations atroces.

En 1990, Habré a été renversé par l'actuel dictateur Idriss Déby, qui était son bras droit et exécuteur de ses basses besognes. Habré s'est réfugié au Sénégal avec la complicité du gouvernement français.

Madagascar

MOBILISATION POPULAIRE CONTRE LES EXPROPRIATIONS

Manifestaion à Ambohitrimanjaka contre "le projet Tana-Masoandro"

Une manifestation de protestation contre le projet de construction d'une ville nouvelle baptisée Tana-Masoandro a eu lieu le 19 octobre à Ambohitrimanjaka, une commune proche d'Antananarivo. Plusieurs manifestants ont été blessés par les forces de l'ordre et 9 personnes ont été placées en détention.

Il s'agit de planteurs de riz, de pisciculteurs, d'éleveurs de canards, de maraichers et autres petites gens qui habitent à proximité de ces lieux et vivent de leur travail depuis de nombreuses générations. Ils veulent continuer à pratiquer leurs activités et s'opposent à leur expropriation sans indemnité ni compensation comme le voudraient le gouvernement et les promoteurs

immobiliers. Ces endroits sont prévus d'être remblayés et bétonnés. Une des conséquences serait l'inondation périodique des rizières du Marais Masay par l'évacuation modifiée des eaux usées de la capitale.

Les pouvoirs publics ne sont pas à leur premier coup : Les habitants d'Andohatapenaka, autre localité proche de la capitale, ont été spoliés de leurs terres à l'époque où Ravalomanana était président. Lui-même en tant qu'homme d'affaires a été en partie bénéficiaire des expropriations.

Andry Rajoelina le président actuel a qualifié les populations qui luttent contre l'expropriation et contre la destruction de leur lieu de subsistance, de « réfractaires au développement ». Selon lui il s'agit « d'ennemis de la nation ».

Pour l'instant la mobilisation a payé puisque les bulldozers et autres engins de travaux publics sont à l'arrêt et une commission qui s'occuperait des indemnisations a été mise en place.

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.